

ment envahis¹. Les désastres étaient horribles. On avait condamné les portes des maisons des pestiférés, et plus d'un était mort dans les affreuses convulsions de la faim. Ceux des habitants qui avaient cru trouver un refuge dans la campagne étaient poursuivis par les paysans à coups de pierre. Ils erraient çà et là, sans vivres, et mouraient délaissés au milieu des champs et dans les bois. La populace surexcitée accusait des individus de propager volontairement l'épidémie, se ruait sur eux et les massacrait, sans pitié, partout où elle les rencontrait. Le prévôt des marchands et tout le consulat furent admirables de dévouement. Le clergé tout entier se consacra au service des malades et compta aussi bientôt lui-même de nombreuses victimes. Les Capucins, les Minimes, les Récollets, les Pères du Tiers Ordre, les Jésuites, les Carmes Déchaussés se multipliaient. On les rencontrait partout où le péril était le plus grand. Ils retiraient des maisons, pour les ensevelir, les cadavres putréfiés oubliés par les préposés du consulat², dont le courage avait failli. Ils en sortirent plus de cent d'une seule maison des Terreaux.

¹ Il paraît cependant que le quartier de la Croix-Rousse fut exempt de la peste. On voyait autrefois à la montée de la Grande-Côte, au-dessus de la rue Neyret, sur la porte d'entrée d'une maison, une petite statue de saint Roch, avec cette légende: « *Ejus præsidio non ultra pestis, 1628.* » L'image du protecteur de ce quartier a disparu pendant la Révolution. En renouvelant l'inscription, il y a quelques années, on en a retranché les mots *ejus præsidio*. (*Notes et documents*, Péricaud. Lyon, Barret, p. 174.) Ces jours derniers, on a démoli aussi dans ce quartier, par ordre du Maire de Lyon, l'antique croix dite *Croix Paquet*.

² Ceux qui n'ont pas été témoins oculaires des ravages faits par ces grandes épidémies qui déciment parfois si cruellement les populations de certaines contrées, ne peuvent s'en faire une idée exacte et sont tentés de taxer d'exagération les historiens qui les rapportent. Mais j'ai pu voir de mes yeux, pendant trois mois, en 1853, dans le département du Var, ce qu'a d'horrible et d'inénarrable une épidémie, lorsqu'elle atteint le degré de celle qui ravagea alors la Provence et dont je dus être témoin par mes fonctions. Dès les premiers jours d'août, le choléra apporté de Marseille, sévit, on peut le dire, avec une véritable rage. A Brignoles, pas une maison fut épargnée; la mort frappait à chaque porte et presque toute la population se réfugia sur les montagnes. A Saint-Maximin, les ravages furent si affreux que personne ne voulut plus inhumer les morts. Les gendarmes et le maire eurent seuls le courage de ce lugubre soin. Ne pouvant pas suffire à creuser les fosses, ils mettaient les cadavres en tas, et se bornaient à les couvrir de chaux et d'un peu de terre. Plus d'un mort resta oublié dans les maisons désertes. Ceux qui survivaient étaient dans un état de prostration complet. On ne les voyait que le soir, réunis à genoux sur les places et demandant à Dieu, en commun, d'une voix lugubre, la cessation du fléau. La nuit, dans chaque rue, brûlaient d'énormes tas de plantes aromatiques, et les flammes rouges des feux ajoutaient encore à l'horreur du tableau. Pas une voix discordante ne